Le 4 février, ensemble, organisons la résistance sociale Et faisons entendre nos revendications

L'année 2020 a été marquée par le développement de l'épidémie de Covid-19. Sous prétexte de combattre la « crise sanitaire », le gouvernement a pris des dispositions qui conduisent à transformer la crise épidémique en crise sociale, sanitaire, économique, écologique et démocratique. Les décisions gouvernementales conduisent à chaque annonce à plonger des milliers de personnes dans la précarité et la pauvreté. Elles sont de plus en plus nombreuses à ne plus pouvoir subvenir à leurs besoins essentiels et vitaux. Les rangs de celles et ceux privé·e·s d'emploi grossissent inexorablement.

Loin de la prise de conscience de l'échec d'un système économique à bout de souffle, le patronat cumule trop souvent licenciements et aides publiques avec le recours au chômage partiel. **Tous les jours, un plan de suppression d'emplois est annoncé par des grands groupes pourtant peu impactés par la crise sanitaire et inondés d'aides publiques**.

Plutôt que de défendre les emplois existants, et de combattre le chômage en créant les emplois nécessaires tant dans le privé que dans le public, le gouvernement continue d'abreuver le patronat de centaines de milliards d'aides publiques et d'exonérations de cotisations sociales, **sans conditions de sauvegarde de l'emploi et sans aucune contrepartie**. Le gouvernement poursuit sa politique de démantèlement des services publics avec les suppressions de poste !

Au lieu d'assurer une protection sociale à toutes celles et tous ceux qui subissent le chômage et basculent de façon massive vers les minima sociaux et la pauvreté, le gouvernement veut imposer sa réforme de l'assurance chômage au 1er avril 2021. **Ce serait la double peine pour les plus jeunes, encore plus touché·e·s par le chômage et la précarité**.

Et c'est sans compter les milliers de contrats d'emplois précaires qui sont stoppés ou non renouvelés. Ces décisions frappent l'ensemble de la population, mais particulièrement les plus jeunes qui sont obligé·e·s de compter sur ces emplois précaires pour financer leurs études ou pour acquérir une première expérience professionnelle.

La pauvreté se développe alors que plus de 100 milliards d'euros ont été dégagés en quelques semaines. Tous les grands groupes qui en ont bénéficié ont annoncé le versement de 30 milliards d'€ de dividendes tout en annonçant des suppressions d'emplois dans toutes les catégories professionnelles. Michelin en est l'exemple concret dans le Puy de Dôme.

Face aux multiples mobilisations et actions revendicatives, le gouvernement multiplie les lois liberticides

En créant de nouveaux délits pour les manifestants·e·s et celles et ceux qui s'organisent et se mobilisent pour l'amélioration des conditions de vie et de travail **le gouvernement cherche à museler la population**. Les syndicalistes payent le prix fort de la répression et sont de plus en plus sanctionné·e·s et entravé·e·s dans leur activité militante sur les lieux de travail.

Le projet de loi sécurité globale et les décrets sur le fichage, le nouveau schéma national du maintien de l'ordre pour les manifestations, la loi de programmation pour la recherche et celle contre les « séparatismes » sont les nouvelles armes au service d'un gouvernement autoritaire et représentent de graves atteintes aux libertés essentielles pour les conquêtes sociales.

Licenciements, chômage, précarité, pauvreté ne sont pourtant pas une fatalité !

Tout est une question de choix, c'est pourquoi les organisations syndicales du Puy de Dôme CGT, FO, FSU, Solidaires et UNEF rappellent leurs revendications:

- Au nom du principe du droit au travail, **arrêt des licenciements et des suppressions d'emplois et création immédiate des emplois dans le privé et le public pour répondre aux besoins**

- **Aucune aidepublique accordée aux entreprisessans maintien de l'emploi**, des embauches, et du développement du droit à la formation

- **Annulation dans l'éducation nationale, des 1883 suppressions d'emplois** nationalement dans le second degré (54 dans notre académie) alors que le nombre d'élèves augmente.

- **Défense et maintien de tous nos services publics** et arrêt des fermetures de services et d'établissements

- **Annulation de toutes les dispositions dérogatoires en matière de temps de travail, de congés, de repos hebdomadaires…**

- **Augmentation générale de salaires**, des pensions et des minimas sociaux ; augmentation conséquente de la valeur du point d'indice pour la fonction publique

- **Annulation définitive de la réforme assurance chômage et du projet de système unique de retraite par points**

- Ouverture de droits à toutes et tous, en commençant par une prolongation de tous les droits en cours et la suppression des seuils d'accès à la protection sociale ; Ouverture du RSA aux moins de 25 ans pour les jeunes précaires

- **Retrait de la Loi de Programmation de la Recherche** et réel investissement dans l'Enseignement Supérieur et la Recherche

- **Retrait des dispositions liberticides** : état d'urgence, loi sur la sécurité globale, décret sur le fichage, restrictions aux droits de réunion, de rassemblement, de manifestation et de grève.

- **Abandon des poursuites contre les militants syndicaux** poursuivis dans le cadre de leur activité syndicale.

Pour les organisations syndicales du Puy de Dôme CGT, FO, FSU, Solidaires et UNEF il ne peut y avoir ni confinement, ni couvre-feu pour l'action syndicale et la défense des revendications… Aussi elles appellent ensemble, dans la poursuite de la dynamique de mobilisation et de résistance, à une journée d'action pour les revendications jeudi 4 février 2021

Les organisations syndicales CGT, FO, FSU, Solidaires et UNEFdécident d'organiser un rassemblement devant la préfecture du Puy de Dôme jeudi 4 février à 11h30 et appellent les salarié·e·s à y participer !

À l'appel des organisations syndicales CGT, FO, FSU, Solidaires et UNEF

RASSEMBLEMENT devant la Préfecture du Puy de Dôme

Jeudi 4 février 2021 à 11h30